

De Nairobi à Champs-s-Marne

« Les problèmes monétaires internationaux » : pour beaucoup, la simple évocation de ces mots fait tourner la page... Deux attitudes sont en effet très courantes, qui aboutissent au même résultat. Il y a ceux qui disent ou qui pensent : je n'y comprends rien, c'est trop, compliqué pour moi ; de toute façon, ça ne me concerne pas directement, etc.. Et puis, il y a ceux qui «savent » ou qui croient savoir pour qui les problèmes monétaires, internationaux ou pas, sont secondaires : il s'agit de phénomènes super structurels, d'épiphénomènes comme on dit. Et on ne va pas se laisser avoir par le fétichisme de la marchandise...

L'article de Denis Clerc veut simplement montrer à ceux qui ont tendance à rester en dehors de ces problèmes qu'ils ne sont pas hors d'atteinte, ni le domaine exclusif des spécialistes. Ces terrains sont des terrains de luttes et de contrôle, mais trop souvent seuls les champions des divers capitalismes s'y retrouvent. Il est grand temps qu'ils n'y soient plus seuls, car c'est de nos affaires qu'ils décident !

Depuis 1967, il est clair que le système monétaire international se détraque de jour en jour. A la fin de ce mois, l'assemblée générale annuelle du Fonds Monétaire international va tenter, une fois de plus, de trouver le remède miracle à cette crise qui s'amplifie. Bonne occasion sans doute pour tenter de faire le point et de discerner un peu mieux ce qui se passe.

Sans échanges, il n'y a pas de capitalisme. Or, dans le domaine international, l'existence de monnaies différentes risque de freiner les échanges, si un ensemble de règles permettant de passer d'une monnaie à l'autre n'est pas défini et adopté d'un commun accord.

LA PREMIERE REGLE consiste évidemment à déterminer combien d'unités de telle monnaie on peut se procurer avec telle autre monnaie. C'est-à-dire à déterminer le taux de change. On peut, à cet égard, imaginer plusieurs systèmes. Le plus simple est celui qui consiste... à laisser faire. Dupont a vendu des bicyclettes en Grande-Bretagne, et possède des livres sterlings. Mais il n'en a que faire, car ses ouvriers, ils veulent des francs, pas des livres. Durand, lui, a acheté des machines-outils en Grande-Bretagne et son fournisseur lui réclame des livres. L'un cherche à vendre une certaine quantité de monnaies étrangères (de devises), l'autre cherche à en acheter. Très simple : tous les Dupont et tous les Durand de France, où plutôt leurs banques, vont se retrouver sur un marché, le marché des changes, où ils échangeront une marchandise particulière : des devises.



Si les acheteurs de devises se révèlent plus nombreux que les vendeurs, les devises en question verront leur prix, c'est-à-dire leur taux de change, monter, et descendre si c'est l'inverse. Nous sommes dans un système de changes flottant : les taux de change varient quotidiennement, en fonction de l'offre et de la demande. L'avantage est évident : il ne peut pas sortir du marché des changes plus de devises qu'il n'en rentre. De même que, sur le marché, le nombre de choux fleurs vendus est toujours égal, par définition, au nombre de choux fleurs achetés. Ce qui a permis l'égalité, c'est la variation du prix du chou-fleur, qui a découragé ou encouragé les décisions d'achat. C'est la même chose sur le marché des changes : devises achetées = devises vendues. La balance des paiements est équilibrée. Moyennant des variations de taux de change. Pas besoin de contrôle, pas besoin d'intervention : le rêve, en quelque sorte, pour le capitalisme libéral.

MAIS LA CONTRADICTION éclate vite : si moi, Dupont, je vends des bicyclettes, c'est pour en tirer un profit. Manque de chance, quand je vends mes livres sterlings, le taux de change a baissé, et je me retrouve avec une quantité réduite de francs, qui couvre tout juste mes frais. Faut pas confondre : le commerce, ça ne peut pas être la loterie nationale ; un coup je gagne, un coup je perds. C'est pas pensable pour les « affaires ». Comme si on mesurait les monnaies avec un mètre en caoutchouc, qui varie de longueur d'un jour à l'autre.

Non, l'idéal, c'est un bon mètre, bien fixe. Voilà un deuxième système infiniment plus séduisant : un système de changes fixes. Avec un étalon, qui est l'or, et qui mesure toutes les monnaies. Il suffit de définir la valeur (en or) de chacune d'elle, c'est-à-dire sa parité.

Par exemple : si 1 F = 1 gr. d'or et 1 dollar = 5 gr. d'or, on aura tout de suite un dollar = 5 F. Mais le commerçant est méfiant et qu'est-ce qui me prouve, dit-il, que un dollar = 5 gr. d'or ? La réponse est simple : il suffit d'échanger votre dollar dans une banque américaine. Si on vous donne 5 gr d'or, la preuve sera faite. Ce qui suppose, bien sûr, que le change en or — la convertibilité-or — soit possible. Autrefois, ça l'était : on appelait ça l'étalon-or. J'ai de l'or, je peux le changer contre des francs, j'ai des francs, je peux les changer contre de l'or. La belle époque, quoi.

C'était facile, commode, et tout et tout mais... les banques, elles trouvaient que c'était pas fait pour les encourager, ce système. Le travail d'une banque, c'est de faire du crédit. C'est en prêtant qu'elle gagne sa vie. Mais si la monnaie nationale est convertible en or, je ne peux pas prêter plus de monnaie que je n'ai d'or en cave. Sinon, il va m'arriver des pépins, comme à un certain Law. Par contre, si je supprime cette convertibilité, ou si je la limite, trop, avec un certain tas d'or, je peux créer beaucoup plus de monnaie. Ça ne me coûte rien, mais ça me rapporte. La bonne affaire, quoi.

LES FINANCIERS de cette belle époque, ils étaient malins. Le truc, ils l'avaient trouvé. Surtout les Anglais. Parce que les Anglais, ils avaient 20 ans d'avance sur tout le monde : des machines à vapeur, ils en vendaient partout. Et des matières premières en provenance de leurs colonies, aussi. A tel point que, quand on voulait acheter quelque chose, c'était à Londres qu'il fallait aller. L'or affluait. Et les financiers de la City, ils le transformaient en billets, qu'on acceptait partout, puisque avec des livres on pouvait acheter tout plein de choses intéressantes. Alors, les banquiers britanniques, ils ont trouvé l'astuce : ils ont émis plus de billets qu'ils n'avaient d'or. C'était vraiment la « belle époque ». Et pan, la guerre, celle de 14, arrive. En novembre 18, il faut se rendre à l'évidence : la livre sterling, le franc, ils ne reposent plus sur grand chose. L'or a payé la guerre. Pas question de revenir à la convertibilité-or. Les banquiers soupirent d'aise. Enfin, on va pouvoir « travailler » sans entrave.

ET C'EST LA CRISE. La « grande », comme on dit. L'étalon-or, il a vécu. Pas question d'y revenir. Alors, on expérimente les changes flottants : c'est la pagaille. On manipule les monnaies, pour vendre au voisin plus qu'on ne lui achète. Chômage, dégringolade de la production, montée du fascisme. Puis la guerre. Quand celle-ci touche à sa fin, les Etats-Unis sont devenus une superpuissance. Tout le monde leur doit de l'argent. Ils ont raflé l'essentiel de l'or monétaire. Quand ils disent oui, tout le monde doit dire oui. Du moins, dans leur zone d'influence.

Sur le plan monétaire aussi, la loi sera américaine. Un peu nuancée, pour faire plaisir aux « Alliés ».

D'abord, pas de changes flottants. Mais pas d'étalon-or non plus. Tous les deux gênent les « affaires ». Donc un étalon-dollar. Pas officiellement, bien sûr. Mais dans les faits : chaque monnaie est définie par un certain poids d'or. Mais seul le dollar est convertible en or. Et cette convertibilité est réservée aux Banques centrales des pays membres du Fonds Monétaire international (FMI).

Voyons donc comment les choses se passent. Le franc est défini par exemple par une valeur de 1 gramme d'or. C'est sa parité officielle, toute théorique, car personne, jamais, ne pourra obtenir un gramme d'or contre un franc. Le dollar, lui, vaut 5 grammes d'or. Donc 5 F = 1 dollar. Voilà le taux de change. Mais quand Dupont achète des machines-outils anglaises, les banques anglaises, pas folles, vont lui demander des dollars, pas des francs. Le franc, on ne sait pas vraiment ce que ça vaut. Comme toutes les banques du monde tiennent le même raisonnement, même les banques soviétiques, le dollar devient, en fait, la seule monnaie internationale. Et comme avec des dollars, on peut tout acheter, du chewing-gum aux Etats-Unis, bien sûr, mais aussi des diamants en Afrique du Sud, des transistors au Japon, pas besoin de convertir les dollars que j'ai en caisse en or. D'autant plus que si moi, banque Dudule, j'ai des dollars en excédent, je peux toujours les prêter à des confrères, pour un jour, un mois, un an ou plus. Les dollars font des petits, par l'or.

VOILA L'ETALON-DOLLAR. Au service de l'économie dominante. La France, pour dépenser des dollars, doit d'abord en gagner ou en emprunter. Les Etats-Unis, eux, sont dégagés de ce souci. J'investis ici, parce que c'est rentable, j'entretiens un régiment là, et « j'aide » tel pays sous-développé, dévoué. C'est ainsi qu'on crée l'empire américain : « Dieu aide l'Amérique » comme on dit.

Mais les meilleures choses s'usent. La puissance économique des Etats-Unis est écrasante. Mais les firmes américaines préfèrent l'outre-Atlantique, où les perspectives d'expansion sont plus brillantes. Les dollars affluent, affluent... jusqu'au jour où il y en a tellement, qu'on cherche, en Europe, à les convertir en or. Et qu'on s'aperçoit que de l'or, il y en a bien moins que de dollars en circulation. C'est la panique. La crise du système monétaire international a commencé. Dévaluation de la livre sterling

(1967), dévaluation du franc (1969), réévaluation du mark (1973) flottement de la livre, puis de la lire, puis du franc, puis du yen.

Passons sur ces péripéties, qui ne sont que l'habillage technique des convulsions d'un système monétaire qui a vécu. Une remarque cependant avant de tenter une analyse de cette crise. Pour beaucoup, la dévaluation du dollar a marqué la fin de son règne. Rien de plus faux, car c'est l'inverse. Avant 1971, le dollar était convertible en or. Ce qui limitait quand même la liberté des Etats-Unis de dépenser ce qu'ils souhaitaient. Plus rien de tel aujourd'hui. Le dollar n'est plus convertible. Mais il reste la monnaie universellement utilisée. Et plus rien, désormais, ne limite son émission, ce qui explique la prolifération des capitaux « flottants » qui se déplacent d'un pays à l'autre : 193 milliards de dollars en 1973, selon les estimations de la Banque des règlements internationaux. Ne cherchons pas ailleurs les raisons de l'inflation internationale.

Une chose est évidente : la crise monétaire internationale est la traduction de difficultés, de contradictions, qui secouent le monde capitaliste. Car la monnaie n'existe pas en soi, dotée d'une existence autonome. Elle est insérée dans un système social, qu'elle reflète. S'il y a crise monétaire, c'est qu'il y a, plus profondément, crise du système social, du mode de production.

DES CONTRADICTIONS, on peut en repérer facilement quelques-unes. La plus évidente est celle qui oppose les pays capitalistes entre eux. Car il est clair que la crise du dollar s'est déclarée en raison du déclin relatif des Etats-Unis (et non pas des firmes américaines, qui sont installées de part et d'autre de l'Atlantique) en tant que puissance économique. Les pays européens, nantis d'un potentiel économique en croissance plus rapide, ont cherché à remettre en cause les avantages un peu trop voyants que les Etats-Unis tiraient de leur « leadership » monétaire. Mais les Etats européens sont eux-mêmes empêtrés dans des oppositions trop fortes pour imposer un nouvel ordre monétaire. D'où la pluralité des réactions et des mesures prises par chacun d'eux. Le dilemme se fait particulièrement grave depuis un an : chacun des pays socialistes sait bien que le chaos monétaire perturbe les circuits d'échange et peut déboucher sur une crise majeure. Aussi, leur intérêt commun est de l'éviter. Mais chacun d'eux s'efforce en même temps d'imposer une solution conforme à ses intérêts propres : d'où l'absence de solution actuelle.



Cependant, l'analyse en termes de nations est un peu trop simple. Elle ne rend pas compte de la réalité. Au sein d'un même pays, les intérêts qui s'expriment sont contradictoires et, en dernière instance, l'emportent ceux qui détiennent le pouvoir sur les moyens de production dominants. C'est la raison fondamentale pour laquelle, malgré les crises qui se succèdent de façon quasi-ininterrompue depuis 1967, aucun des pays capitalistes n'a pris de mesure efficace de contrôle des mouvements de capitaux. Cela perturberait la gestion des firmes multinationales qui opèrent sur le marché mondial. Du coup, des masses importantes de capitaux, gérées centralement, se déplacent d'un pays à l'autre, créant des mouvements spéculatifs qui sont à l'origine des différentes crises particulières. La contradiction est évidente : l'essor des firmes multinationales exige la liberté de déplacement des capitaux, mais cette liberté provoque des crises monétaires. Cette contradiction là est la conséquence directe de la concentration et de la centralisation des capitaux à l'échelle mondiale, dans une société capitaliste où il n'existe pas de gouvernement mondial.

L'EXPERIENCE de ces dernières années a montré que les spéculations monétaires étaient susceptibles d'engendrer d'énormes profits. Beaucoup plus élevés, en fait que les capitaux immobilisés, en moyens de production. D'où une liquidité croissante du capital, ce qui accroît d'autant le chaos monétaire. Il s'agit là d'une perversion du capitalisme, qui est des plus dangereuses pour le système lui-même : car le rôle historique du capitalisme est d'accumuler, d'investir. Lorsque ses propres contradictions lui font délaissier cette tâche, pour en revenir à quatre siècles en arrière, aux temps où c'était le commerce, et non la production qui était source d'accumulation et de profits, c'est le signe visible que la mécanique est enrayée et que la crise menace.

Au mouvement ouvrier de savoir de savoir profiter de cette situation.
Denis CLERC ■